

Université de Reims : 8.000 étudiants privés de cours à cause de... 40 migrants !

Article rédigé par *Liberté politique*, le 22 septembre 2017

[Source : *Boulevard Voltaire*]

C'est la dernière histoire en date. L'université de Reims a interdit l'accès de son campus à ses étudiants parce qu'un camp d'une quarantaine de migrants s'y est installé. 8.000 personnes privées de cours quelques jours après la rentrée universitaire, où est le problème ?

Message, dimanche soir, de Guillaume Gellé, président de l'université de Reims-Champagne-Ardenne (URCA) :

« L'établissement restera fermé jusqu'à nouvel ordre. Je ne pouvais plus assurer la sécurité de tous, que ce soit celle des étudiants ou celle des réfugiés. Parmi eux, on dénombre une quinzaine d'enfants, dont certains ont moins de cinq ans. L'université ne pouvait pas fonctionner normalement face à cette occupation illégale. Tant que les conditions de sécurité ne seront pas rétablies, l'accès aux locaux de l'université restera interdit et les cours suspendus. »

Ça s'appelle ouvrir le parapluie. Le Chamberlain, même. La capote XXL. Car se rend-il compte de ce qu'il écrit, ce monsieur Gellé ?

Reprenons sa missive et faisons une petite analyse de texte : il ne pouvait plus « *assurer la sécurité de tous, que ce soit celle des étudiants ou celle des réfugiés* ».

Que faut-il comprendre ? Que des étudiants excédés risquaient de s'en prendre aux campeurs ? Que les campeurs risquaient de s'en prendre aux étudiants ? Qu'un enfant s'écorche les genoux dans la cohue estudiantine et cela aurait déclenché un scandale propre à faire descendre toutes les belles âmes dans la rue ?

Le président Gellé est « une belle personne ». Il ne souhaite pas porter plainte contre les miséreux qui sont passés du parc Saint-John-Perse, tout à côté, au campus universitaire. Un parc où ils séjournaient depuis des mois et qu'ils ont quitté suite à la plainte des riverains excédés. Ah, les méchantes personnes que voilà !

« Il y a des échanges avec le préfet et l'État sur la suite à donner. Le but, ce n'est pas l'expulsion en tant que telle mais de rouvrir au plus vite le campus », dit M. Gellé. Nous voilà rassurés ! Les migrants aussi, sans doute...

Je me répète : se rendent-ils compte de ce qu'ils racontent, tous ces éminents hauts fonctionnaires de la République ?

Qu'est-ce que ces baudruches paralysées devant quarante personnes, incapables de gérer une telle situation ?

On n'ose imaginer ce qui se passera le jour où les Afghans, Syriens, Érythréens, Pakistanais, Soudanais, etc., arrêteront de se faire la guerre dans leurs campements pour se joindre aux Albanais, Arméniens et Tchétchènes (les quarante du campus de Reims) et devenir une armée vindicative ? Ils prendront la mer, eux aussi, pour aller demander l'asile politique... où et à qui, d'ailleurs ?

Enfin, comment compte-t-on faire durablement accepter aux Français la privation de leurs droits pour des équipements et des institutions qu'ils financent par leurs impôts ? Aujourd'hui l'université, hier et demain les gymnases réquisitionnés à chaque évacuation (plus de trente rien que pour Paris) et dont la transformation en dortoirs prive les populations locales de tout usage de « *leur* » bien.

Marie Delarue